

forze progressiste che partecipano a tali lavori. È evidente che la strada che conduce alla ricerca di tali soluzioni e che porta a convincerne i partecipanti all'UNCTAD, cioè a un consesso che in un certo senso si può chiamare il parlamento economico del mondo, è lunga e difficile.

(Articolo di JERZY BOHDANOWICZ, pubblicato dalla « *Revue de l'Economie Polonaise* » del 19 maggio 1970).

La voie somalienne menant au socialisme

La nationalisation de toutes les banques étrangères et compagnies pétrolières annoncée le 7 mai en Somalie est un des changements les plus complets d'une série de mesures prises dans le but de mettre en oeuvre les engagements révolutionnaires pris par le Conseil révolutionnaire suprême (CRS) qui est au pouvoir depuis octobre 1969. Pour ce qui est des affaires extérieures, le gouvernement s'est montré grand partisan du nationalisme arabe et a consolidé ses liens avec les principaux gouvernements arabes, notamment ceux qui prétendent suivre une ligne « révolutionnaire ».

Dans le journal somalien *Stella D'Ottobre* du 26 octobre, un commentateur soulignait que le pays était en faveur d'un système socialiste. Il précisait que « la révolution du 21 octobre peut maintenant se poursuivre rapidement sur la voie du socialisme; toutes les conditions sont favorables, qu'il s'agisse d'affaires intérieures ou extérieures ». Les pays auxquels la Somalie se tournait parce qu'ils pratiquent des lignes de conduite socialistes acceptables comprennent: la République arabe unie, l'Algérie, le Soudan, la Libye, la Guinée, le Congo-Brazzaville et la Tanzanie. Le 24 octobre, *Radio-Moscou* avait comparé le *putsch* somalien à des événements semblables survenus au Soudan et en Libye et exprimé l'espoir que la Somalie emprunterait maintenant la voie du développement « socialiste ».

Les relations de la Somalie avec le monde arabe sont devenues de plus en plus étroites, évolution à laquelle il fallait s'attendre de la part d'un gouvernement militaire ayant une armée équipée et instruite par l'URSS dans un Etat musulman. Prenant la parole en janvier à Khartoum, Omar Arteh Ghalib, ministre somalien des affaires étrangères, a engagé son pays à venir en aide à la cause arabe et déclaré que « le gouvernement révolutionnaire de la Somalie est prêt à envoyer des forces armées pour lutter contre l'agression israélienne aux côtés des forces arabes ». Il a exhorté les peuples et les gouvernements arabes à fermer leur rangs, à mobiliser leurs potentialités et à frapper contre les forces de l'agression.

Une délégation égyptienne dirigée par Mohamed Faiq, ministre de l'orientation nationale, a passé cinq jours en Somalie au mois de mars et eu des pourparlers avec le général Siad, président du CRS, et d'autres membres du conseil et du gouvernement. Une délégation composée de neuf membres conduite par le major-général Mohamed Ainanshe, viceprésident du CRS, a quitté Mogadiscio au début du mois de mai pour effectuer des visites en République arabe unie, en Libye et au Soudan. Elle a affirmé les liens existant entre la révolution somalienne et les révolutions de ces pays, ainsi que sa compréhension des problèmes mondiaux arabes. Le 3 mai au Caire, le ministre somalien des affaires étrangères a déclaré que la Somalie se considérait comme au premier rang de la cause arabe, de même que celle de la liquidation de l'« impérialisme » en Afrique. Les pourparlers avaient également trait à la consolidation de la coopération entre la Somalie et la République arabe unie dans les domaines de la mise en valeur des affaires économiques et de l'agriculture.

Parallèlement, le gouvernement somalien tolère de moins en moins la participation étrangère aux affaires intérieures, notamment à l'économie. Parmi les sociétés nationalisées se trouvent le Banco di Roma, le Banco di Napoli, la National Grindlay's Bank et la Bank of Port Said; Agip Petroleum, Caltex et Shell. Il y a également eu mainmise sur deux entreprises mixtes italo-somaliennes, la compagnie d'électricité et une raffinerie de sucre, et une nouvelle compagnie d'assurance jouissant de droits exclusifs a été fondée. Contrairement aux mesures de nationalisation dans les autres pays, tels que la Zambie et l'Ouganda, le gouvernement somalien n'est pas devenu copropriétaire avec les propriétaires précédents.

Annonçant ces mesures, le général Siad a précisé que des indemnités seraient versées aux propriétaires. Le gouvernement garantissait l'entreprise privée et l'investissement étranger à condition qu'ils soient dans le cadre des programmes de mise en valeur du pays; l'objectif était d'adapter la structure économique à l'évolution des conditions politiques. Il a ajouté: « Cette décision n'est pas tombée du ciel... elle est en rapport avec notre développement ». Dans la pratique, elle découle d'un discours important ayant trait à l'économie prononcé par le général au début de février, dans lequel il parlait du besoin de procéder à des économies sur le plan national et à une nouvelle répartition plus juste des richesses nationales. Il faisait observer qu'aucun programme exécuté avec l'aide étrangère ne s'était avéré productif à lui seul.

Le principal donateur d'aide est l'Union Soviétique, qui a offert en 1961 à la Somalie un prêt dépassant 14 millions de livres sterling. On a envisagé divers programmes dont aucun n'a été achevé à temps ou exécuté conformément au montant estimé. Le prix de revient de l'usine de poissons de Las Koreh, par exemple, était presque le double lors de son achèvement en janvier 1970.

On s'est rendu compte que les trois grandes fermes étatiques situées à Tug Wajaleh, au nord, et le long de la vallée du Juba, au sud, ont essuyé des échecs très coûteux. Des récoltes spécimen n'ont pas réussi parce que les experts russes ont choisi une espèce de blé inappropriée et parce que les travaux d'irrigation n'ont pas été construits. Les fermes étaient quasiment abandonnées il y a trois ans, les activités se poursuivant à une échelle très réduite malgré les négociations prolongées et les visites effectuées par les spécialistes soviétiques. Elles seront partiellement reprises aux termes d'un programme annoncé le 4 février par le général Siad.

Parmi les programmes industriels entrepris par les Russes, seule la laiterie de Mogadiscio et le port en eau profonde de Berbera, où font escale les unités de la marine de guerre russe croisant dans l'Océan indien, ont été entièrement achevés, tous les deux avec un certain retard. La laiterie jouit maintenant du monopole en matière d'approvisionnement en lait et de son traitement; quand même, on doute qu'elle fasse des bénéfices. Le prix de revient de la laiterie elle-même est presque le triple du prix estimé.

Une autre entreprise soviétique, la conserverie de viande de Kisimayu, au sud, aurait dû constituer une contribution majeure à l'industrialisation du pays. Le complexe devait comprendre une tannerie, mais on y renonça à la suite d'une étude onéreuse soumise par les Russes. L'usine elle-même a coûté plus du double du montant cité dans le devis primitif, bien qu'une grande partie des machines installées par les Russes était du matériel d'occasion loin d'être moderne. Remise en novembre 1968, plus de trois ans plus tard, l'usine n'a pas fonctionné pendant des mois jusqu'à la construction de l'aqueduc fournissant l'eau fraîche nécessaire à son fonctionnement.

Quelque vingt-cinq Russes gèrent maintenant l'usine qui fonctionne à un tiers de sa capacité, avec quelque deux cents ouvriers somaliens. Il fut un temps où l'on espérait employer six cents Somaliens, mais il est improbable qu'on pourra le faire, car le nombre de têtes de cheptel nécessaire pour que l'usine fonctionne à plein n'est pas disponible. Même à son niveau actuel, on se heurte à de grosses difficultés pour écouler la production de l'usine, les conserves n'étant pas populaires en Somalie. Etant donné sa qualité médiocre, il est difficile de l'exporter et des tentatives visant à vendre à des prix inférieurs ont échoué.

On a vu que les Somaliens ne veulent pas trop compter sur l'assistance soviétique lors de la signature, le 13 avril, d'une prolongation de l'accord culturel entre les deux pays. Portant sur 1970-71, il décerne trente bourses d'études en URSS à des étudiants somaliens et prévoit la venue en Somalie de vingt-sept enseignants et vingt médecins soviétiques. Le ministre Hassan Ali Mirreh a cependant déclaré à l'époque que le gouvernement somalien, conformément à sa politique d'autodépendance, était d'avis qu'il conviendrait de réduire graduellement une

telle aide; mais le 19 mai, un accord de coopération économique et technique en vue du développement et de la mécanisation de l'agriculture, de l'irrigation et de l'exploitation minière fut signé avec la Bulgarie. A la suite de la visite effectuée en avril par Otto Winzer, ministre est-allemand des affaires étrangères, la Somalie convint d'entamer des relations diplomatiques avec l'Allemagne orientale et il est également probable que soient explorées les possibilités d'assistance est-allemande.

(Da « *Revue africaine* » del giugno 1970).

La Corea vent'anni dopo

Divisa in due stati in base all'accordo Stalin-Roosevelt — l'uno comunista a nord del 38° parallelo e l'altro non comunista — la Corea venne fondata, secondo la leggenda, da un uomo disceso dal cielo ventiquattro secoli prima di Cristo, nella penisola delimitata dalla Manciuria, dal Mar Giallo, dal Mar del Giappone e dal Mar della Cina. Anche senza andare tanto indietro nel tempo, è ormai provato che sin dal dodicesimo secolo avanti Cristo vi era stato creato uno stato che divenne rapidamente oggetto di cupidigia, e poi contesa, tra Cinesi e Giapponesi nonché zona di passaggio per tali popolazioni.

Nel 1894 la Corea costituì una delle cause della guerra cino-giapponese (che si concluse con l'annessione di Formosa a profitto di Tokio) e nel 1910 cadde sotto la dominazione del Giappone rimanendovi fino al 1945. Oggi, dopo aver ricostruito le rovine accumulate in seguito alla guerra provocata dall'aggressione comunista del 25 giugno 1950, essa sta risorgendo sulla scena mondiale, impaziente di riuscire nei suoi sforzi.

Vent'anni dopo questa aggressione, la Corea è divenuta il paese del calcestruzzo, dell'acciaio, del petrolio o, in poche parole, dello sviluppo accelerato. Seul, la capitale, supera i 4 milioni di abitanti, il suo traffico automobilistico è altrettanto intenso quanto quello europeo e ogni sera, nei pressi dei vecchi palazzi, le luci al neon squarciano la notte...

Da Seul parte una doppia sfida, la prima rivolta al comunismo giallo di Mao Tse-Tung e del suo protetto nord-coreano Kim Il Sun. La seconda è diretta invece ai Giapponesi, presi a modello dai Coreani con accanimento tanto maggiore in quanto essi aspirano possibilmente a combatterli in qualche settore ben scelto del loro terreno economico, e comunque a divenire abbastanza forti da rendersi indipendenti dal loro predominio commerciale. Trattasi di un esperimento che esce dall'ordinario, in cui tre grandi razze — Cinesi, Giapponesi e Coreani —